

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° DREALN-SMI-ETUDES-RN12)

Acheteur

Ministères Aménagement du Territoire et Transition Écologique
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de
Normandie

Représentant de l'Acheteur (RA)

Mme La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement de Normandie,
Par arrêté préfectoral n°SGAR 25-007 du 24/01/2025, portant délégation de
signature en matière de marchés publics et d'accord cadre

Objet du marché

**RN12 – Aménagement des sections Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche
et Saint-Anne / Charencey**
Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études et procédures amont

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

| | Pages |
|--|------------------|
| ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | <u>4</u> |
| 1-1. Objet du marché et Normes..... | <u>4</u> |
| 1-2. Représentation de l’Acheteur et forme des notifications..... | <u>5</u> |
| 1-3. Point de départ du délai d’exécution..... | <u>6</u> |
| 1-4. Passation des commandes..... | <u>6</u> |
| 1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques..... | <u>6</u> |
| 1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel..... | <u>7</u> |
| 1-7. Dispositions générales..... | <u>8</u> |
| 1-8. Ordres de service..... | <u>11</u> |
| ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ..... | <u>11</u> |
| ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES. <u>12</u> | |
| 3-1. Tranches optionnelles..... | <u>12</u> |
| 3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes..... | <u>12</u> |
| 3-3. Variation dans les prix..... | <u>13</u> |
| 3-4. Paiement direct des sous-traitants..... | <u>15</u> |
| ARTICLE 4. DÉLAIS D’EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES..... | <u>15</u> |
| 4-1. Délai d’exécution..... | <u>15</u> |
| 4-2. Pénalités pour retard d’exécution..... | <u>15</u> |
| 4-3. Pénalités et retenues autres que retard d’exécution..... | <u>16</u> |
| 4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations..... | <u>17</u> |
| ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ..... | <u>17</u> |
| 5-1. Retenue de garantie..... | <u>17</u> |
| 5-2. Avances..... | <u>17</u> |
| ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE..... | <u>18</u> |
| ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ..... | <u>18</u> |
| 7-1. Conditions d’exécution..... | <u>18</u> |

| | |
|--|------------------|
| 7-2. Prescriptions particulières d’hygiène et de sécurité..... | <u>18</u> |
| ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES..... | <u>18</u> |
| 8-1. Admission..... | <u>18</u> |
| 8-2. Garantie des prestations..... | <u>20</u> |
| ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION..... | <u>20</u> |
| 9-1. Arrêt de l’exécution des prestations..... | <u>20</u> |
| 9-2. Résiliation..... | <u>20</u> |
| ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES..... | <u>20</u> |
| ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D’INSERTION..... | <u>21</u> |
| 11-1. Le nombre d’heures d’insertion à réaliser..... | <u>21</u> |
| 11.2 Public éligible..... | <u>21</u> |
| 11.3. Durée d’éligibilité et comptabilisation des heures dans le cadre du marché public..... | <u>22</u> |
| 11.4. Modalités d’exécution..... | <u>23</u> |
| 11.5. Dispositif d’accompagnement des entreprises..... | <u>24</u> |
| 11.6. Globalisation des heures d’insertion au service de parcours d’insertion qualitatifs..... | <u>25</u> |
| 11.7. Les modalités de contrôle, suivi et évaluation..... | <u>26</u> |
| 11.8. Difficultés de réalisation..... | <u>27</u> |
| 11.9. Règlement général sur la protection des données (RGDP)..... | <u>27</u> |
| ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX..... | <u>28</u> |

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent la réalisation des études et dossiers réglementaires pour l'aménagement à 2 × 2 voies de la RN12 entre Mortagne-au-Perche et Tourouvre-au-Perche d'une part, et Saint-Anne et Charencey d'autre part.

Le marché se décline en deux parties, chacune d'elle regroupant des missions différentes suivant la section de la RN12 considérée, selon les missions suivantes :

- **Partie n°1** : Section Saint-Anne / Charencey
- **Partie n°2** : Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche :

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

- **Section Saint-Anne / Charencey :**
 - Réalisation de toutes les études nécessaires à l'élaboration des dossiers de concertation, d'études préalables, d'audit de sécurité routière et d'enquête publique (hors géométrie, notice d'assainissement)
 - Réalisation des dossiers suivants :
 - Concertation MECDU
 - Audit de sécurité routière
 - Évaluation socio-économique
 - Enquête Publique préalable à la DUP (dont étude d'impact)
 - Dossier d'autorisation environnementale
 - Programme de l'opération
 - Dossier des engagements de l'État
 - Définition des mesures de compensations environnementales
 - Recherche des sites de compensations environnementales
 - Préparation du cahier des charges de la réalisation des mesures compensatoires
 - Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la préparation et la participation à la phase d'enquête publique
- **Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche :**
 - Réalisation de toutes les études nécessaires à l'élaboration du dossier de demande d'autorisation environnementale (hors notice d'assainissement)
 - Élaboration des dossiers suivants :
 - Dossier d'autorisation environnementale

- Dossier des engagements de l'État
 - Définition des mesures compensatoires environnementales
 - Recherche des sites de compensations environnementales
 - Préparation du cahier des charges de la réalisation des mesures compensatoires
 - Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la préparation et la participation à la phase d'enquête publique

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Département de l'Orne (61) à l'est de la ville d'Alençon, entre Mortagne-au-Perche et la limite avec le département de l'Eure

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation de l'Acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'Acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'Acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'Acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'Acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).

2. Le chef de subdivision, de parc, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties

veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'Acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai celui-ci commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'Acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'Acheteur.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG sont applicables.

1-4. Passation des commandes

Sans objet.

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Le marché comporte une tranche ferme et 11 tranches optionnelles désignées ci-après :

| Désignation des tranches | |
|--------------------------|--|
| Tranche ferme | Études préalables de la section Saint-Anne / Charencey ; Recherche et définition des mesures compensatoires des deux sections |
| Tranche optionnelle n°1 | Ensemble des prestations relatives à la constitution du dossier d'autorisation environnementale, (dérogations liées à la destruction potentielle et au déplacement d'espèces protégées, et dossier Loi sur l'Eau) de la section Saint-Anne / Charencey |
| Tranche optionnelle n°2 | Procédure d'enquête publique unique (DUP + Autorisation |

| Désignation des tranches | |
|---------------------------------|--|
| | Environnementale) et constitution du dossier des engagements de l'État (Section Saint-Anne / Charencey) |
| Tranche optionnelle n°3 | Constitution du dossier programme de l'opération |
| Tranche optionnelle n°4 | Mise à jour des études préalables et du dossier d'étude d'impact de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche |
| Tranche optionnelle n°5 | Constitution des dossiers de demande de dérogations relatives aux espèces protégées auprès du CNPN et du dossier « Loi sur l'Eau » incluant la mise à jour du dossier d'incidence Natura 2000 (Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche) |
| Tranche optionnelle n°6 | Procédure d'enquête publique Autorisation Environnementale et constitution du dossier des engagements de l'État (Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche) |
| Tranche optionnelle n°7 | Constitution du cahier des charges de la réalisation et du suivi des mesures compensatoires des deux sections |
| Tranche optionnelle n°8 | Assistance à maîtrise d'ouvrage en cas de recours contre la déclaration d'utilité publique et/ou l'Autorisation Environnementale |
| Tranche optionnelle n°9 | Élaboration des déclarations préalables à la destruction des haies |
| Tranche optionnelle n°10 | Réalisation des permis d'aménager dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou aux abords des monuments historiques |
| Tranche optionnelle n°11 | Réalisation des permis de démolir |

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'Acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'Acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'Acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'Acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1-7. Dispositions générales

1-7.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'Acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'Acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'Acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'Acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet..... »

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'Acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'Acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'Acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-7.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'Acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'Acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'Acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-7.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.6. Clauses sociales et environnementales

1-7.6.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-7.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social ou environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Dématérialisation de tous les livrables éligibles. Dans le cas où des documents doivent

- faire l'objet d'une impression, le titulaire utilisera du papier recyclé ou éco-labélisé
- Utilisation autant que possible de la visioconférence pour les réunions (limitation des déplacements),
- Utilisation de modes de déplacement peu émetteurs en polluants (pour les véhicules légers, il est demandé que celui-ci soit au minimum respectueux de la classe 2 de la vignette Crit'Air, à savoir des véhicules et utilitaire légers diesel mis en service à partir du 1er janvier 2011, et des véhicules et utilitaires légers essence mis en service à partir du 1er janvier 2006)
- Mise en place d'une plate-forme d'échange des documents afin de faciliter les échanges entre les différents acteurs : la création et la maintenance de cette plateforme-forme sera à la charge du titulaire

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'Acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'Acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- La Décomposition des Prix Global et forfaitaire (DPGF)

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranches optionnelles

3-1.1. Délais limites de notification

Les délais limites de notification de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

| Tranche | Délai |
|-------------------------|--|
| Optionnelle n°1 | 9 mois après la date de démarrage de la TF fixée par Ordre de service |
| Optionnelle n°2 | 4 mois après la date de démarrage de la TO1 fixée par Ordre de service |
| Optionnelle n°3 | 6 mois après la date de démarrage de la TO2 fixée par Ordre de service |
| Optionnelle n°4 | 6 mois après la date de démarrage de la TF fixée par Ordre de service |
| Optionnelle n°5 | 9 mois après la date de démarrage de la T04 fixée par Ordre de service |
| Optionnelle n°6 | 4 mois après la date de démarrage de la T05 fixée par Ordre de service |
| Optionnelle n°7 | 5 mois après la date de démarrage de la T06 fixée par Ordre de service |
| Optionnelle n°8 | 9 mois après la date de démarrage de la TF fixée par Ordre de service |
| Optionnelle n°9 | 9 mois après la date de démarrage de la T04 fixée par Ordre de service |
| Optionnelle n°10 | 9 mois après la date de démarrage de la T04 fixée par Ordre de service |
| Optionnelle n°11 | 9 mois après la date de démarrage de la T04 fixée par Ordre de service |

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

3-1.2. Indemnité de dédit

Sans objet.

3-1.3. Indemnité d'attente

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en

vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1. Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État
- Le Code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur le mois précédent la date de remise des offres, telle que mentionnée en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

– sur le site internet de l'INSEE

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le Titulaire est tenu de faire parvenir au représentant de l'Acheteur son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix/décomposition révisée dès la publication de la valeur de l'index permettant la révision. Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante : smi.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Sans retour du représentant de l'Acheteur, la liste/décomposition est acceptée, et applicable à la date prévue pour cette révision.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que la personne publique ne soit tenue de relancer le Titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante.

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-6} / I_{0-6})$$

La révision des prix est effectuée à la date de l'acte prescrivant le commencement des prestations de la tranche considérée avec :

avec : I_{0-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

I_{n-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 6 mois.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'Acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'Acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'Acheteur. L'Acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'Acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4-1. Délai d'exécution

Les stipulations concernant les délais d'exécution et leurs points de départ figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes de la tranche concernée.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, la pénalité journalière de la tranche ferme et des différentes tranches optionnelles **est fixée de la manière** suivante :

| Tranche | Pénalité |
|------------------|--------------------------------|
| Ferme | 500,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°1 | 500,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°2 | 500,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°3 | 500,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°4 | 500,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°5 | 500,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°6 | 500,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°7 | 500,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°8 | 250,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°9 | 500,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°10 | 250,00 € HT par jour de retard |
| Optionnelle n°11 | 250,00 € HT par jour de retard |

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'Acheteur

Sans objet.

4-3.3. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'adjudicataire subira une pénalité égale à :

- 60 euros par heure d'insertion non réalisée
- 60 euros par jour de retard au-delà des 30 jours calendaires qui suivent la notification, période au cours de laquelle l'adjudicataire doit prendre contact avec le facilitateur

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'adjudicataire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage par voie de courrier avec AR.

4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 €.

4-3.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 €.

4-3.6. Autres pénalités diverses

En cas de non-respect d'indication d'un changement de responsable et ou de suppléant concernant la tranche ferme ou tout autre tranche optionnelle dans un délai de 2 mois, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 €.

En cas de non-participation aux réunions, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250,00 €

En cas de non-utilisation de l'outil d'échanges de données informatisées (GED), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000,00 €.

En cas d'indisponibilité de l'outil d'échanges de données informatisées (GED), le titulaire encourt une pénalité journalière de 100,00 €.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel de tranches dans le temps.

Le pourcentage est fixé à 30 % pour la Tranche ferme et les différents Tranches optionnelles. Ce taux sera porté à 35 % pour les PME.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 % (à 35 % pour les PME), le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont

applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'Acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'Acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'Acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-1.3. Mise à disposition de matériels par l'Acheteur

Sans objet.

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

8-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'Acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission devront intervenir avant l'expiration d'un délai spécifique à chaque tranche, tel que défini ci-après :

| Tranche | Délai d'admission |
|-------------------------|--------------------------|
| Ferme | 4 mois |
| Optionnelle n°1 | 4 mois |
| Optionnelle n°2 | 4 mois |
| Optionnelle n°3 | 2 mois |
| Optionnelle n°4 | 4 mois |
| Optionnelle n°5 | 4 mois |
| Optionnelle n°6 | 4 mois |
| Optionnelle n°7 | 4 mois |
| Optionnelle n°8 | 2 mois |
| Optionnelle n°9 | 2 mois |
| Optionnelle n°10 | 2 mois |
| Optionnelle n°11 | 2 mois |

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'Acheteur des documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'Acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'Acheteur. Si le

titulaire formule des observations, l'Acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'Acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'Acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3^e alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'Acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'Acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 28 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations

Sans objet.

9-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'Acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'Acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'Acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à

l'article L.2195-4 du CCP, l'Acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Sans objet.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

L'Acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 20.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par l'Acheteur ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

| Durée | Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché |
|--|---|
| Sur la totalité de la durée du marché | 910 heures d'insertion à réaliser a minima |

La clause sociale s'appliquera aux tranches optionnelles dans l'hypothèse où celles-ci sont affirmées.

La globalisation des heures d'insertion par le titulaire est autorisée.

11.2 Public éligible

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont éligibles à la clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi prioritairement les habitants des communes de la Communauté Urbaine Caen la mer, répondant au moins à l'un des critères suivants :

11.2.1. Les personnes recrutées et/ou accompagnées, en parcours d'insertion dans une structure reconnue par l'État :

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adaptés ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT ;
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du Code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C), les plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE)
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

1.2. Les personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi
- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du Code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité
- e) Demandeurs d'emploi de moins de 26 ans quel que soit son niveau d'étude, diplômés ou sans qualification, et justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
- g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- h) Demandeurs d'emploi, domiciliés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville
- i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Afin de prévenir toute difficulté d'exécution, l'éligibilité doit être vérifiée, préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion, par le facilitateur mandaté dans les pièces de marché (cf. Point 4 Dispositif d'accompagnement des entreprises). ***Toute attestation d'éligibilité émanant d'une autre structure est irrecevable.***

En cas de non-validation de l'éligibilité avant la mise en emploi, les entreprises sont informées que les heures afférentes au contrat de travail ne seront pas valorisées au titre de la clause sociale d'insertion.

IMPORTANT L'éligibilité d'un candidat à la clause sociale d'insertion est déterminée non pas par la typologie du contrat de travail, mais par la liste des critères rédigée au CCAP du marché ; l'éligibilité s'apprécie donc par marché, et non de manière globale sur le dispositif.

11.3. Durée d'éligibilité et comptabilisation des heures dans le cadre du marché public

Durée d'éligibilité : il s'agit bien ici d'évoquer la durée d'éligibilité des personnes au marché public (et non d'une durée d'éligibilité au dispositif de la clause en général) ; à compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché, reste éligible au dispositif des clauses sociales sur ce marché, pour une durée de **24 mois**.

En cas d'embauche directe en CDI (Contrat à Durée Indéterminée), durant le parcours clause ou en continuité de celui-ci, la période clause de valorisation des heures est prolongée de 12 mois, à compter de la fin de parcours prévue initialement. La période clause passe ainsi de 24 à **36 mois**.

Comptabilisation des heures

Règle générale : sont valorisables en heures d'insertion, les heures effectivement travaillées et les heures de formation réalisées dans le cadre du contrat de travail.

Règle spécifique au marché : les heures de travail devront être majoritairement en lien avec le marché concerné, mais pourront ne pas être exclusives. L'entreprise sera autorisée à mobiliser le salarié en insertion durant son contrat, sur des missions autres que celles qui sont liées à l'objet du marché, si et seulement si ces dernières ne peuvent assurer une activité à temps plein, et ce afin de lutter contre l'emploi précaire à temps partiel. La totalité des heures travaillées sur la période sera alors valorisable en heures d'insertion, sous les conditions suivantes à respecter :

- le salarié en insertion doit obligatoirement, prioritairement et majoritairement intervenir sur le marché d'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études et procédures amont pour l'aménagement à 2 × 2 voies de la RN12 entre Mortagne-au-Perche et Tourouvre-au-Perche d'une part, et Saint-Anne et Charencey d'autre part.

- les heures réalisées par le salarié en insertion ne doivent pas venir en déduction d'heures clausées prévues sur d'autres marchés

Les conditions de recevabilité de la demande seront appréciées par le facilitateur et l'acheteur, telles que la mesure doit être favorable au parcours du salarié en insertion, elle est inscrite dans les pièces de marché et l'acheteur a recours à un facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause sociale d'insertion.

Cas particuliers

- Les périodes de formation ou de stage antérieures au contrat de travail, ne sont pas valorisables, sauf si elles s'inscrivent en continuité à un contrat de travail ; dans ce cas, la valorisation des heures intervient dans une limite de 10 % des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.
- **Intempéries :** dans le cas où le salarié s'est déplacé sur chantier et a été renvoyé chez lui pour la journée (ex : forte pluie la nuit ou en cours de journée qui nécessite le renvoi ponctuel du personnel) : on comptabilise les heures de la journée à hauteur de 7 heures. Dans le cas d'une intempérie plus longue et prévisible (chutes de neige, gel important) qui interrompt le travail quelques jours voire une à plusieurs semaines, on ne comptabilise pas les heures de travail. Les heures d'insertion restent à réaliser.
- **En cas d'arrêt maladie :** on comptabilise les heures sur les embauches directes uniquement, pas de valorisation pour les contrats de mise à disposition
- **En cas d'accident de travail,** on comptabilise les heures qui auraient dues être réalisées sur l'intervalle des dates du contrat.
- **Absences :** en cas d'absence injustifiée, on ne comptabilise pas les heures ; en cas d'absence pour visite médicale liée à l'emploi, on comptabilise les heures.

- **Jours fériés :** les heures non travaillées payées au titre des jours fériés sont comptabilisées.
- **Congés payés :** on comptabilise les heures sur les embauches directes uniquement, pas de valorisation pour les contrats de mise à disposition

POINT DE VIGILANCE : dans tous les cas, la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel d'un contrat public clausé.

11.4. Modalités d'exécution

La mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle peut s'effectuer librement selon les trois modalités suivantes :

- Par une embauche directe par l'entreprise adjudicataire :

En contrat à durée indéterminée (CDI)

En contrat à durée déterminée (CDD), contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage)

- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à une entreprise adaptée (EA), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT)
- Par le recours à la sous-traitance :

Le titulaire reste responsable de l'exécution du marché, de l'obligation d'insertion et sera assujéti aux pénalités prévues en cas de manquement. Il appartient à cet égard au titulaire de responsabiliser ses sous-traitants sur la réalisation de la clause sociale d'insertion, dans le cadre du contrat de sous-traitance.

En cas de recours à la sous-traitance auprès d'entreprises classiques, le titulaire doit obligatoirement recueillir l'accord du facilitateur, quant à la répartition de la volumétrie d'insertion entre lui (heures en nom propre) et ses sous-traitants, pour s'assurer qu'elle répond à due proportion des travaux ou prestations correspondant à la part du marché de chacun. En fonction des éléments recueillis auprès du titulaire, le facilitateur s'assurera que l'obligation d'insertion imputée au sous-traitant dans son contrat, est réaliste et réalisable, au regard de plusieurs éléments transmis (montant HT du contrat, durée d'intervention du sous-traitant, nature de l'intervention (secteur d'activité du sous-traitant, part main d'œuvre), tout autre élément jugé utile par le facilitateur).

En cas de recours à la sous-traitance inclusive, celle-ci se fait dans l'esprit d'une relation fournisseur responsable, avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)

Spécificité du Groupement Momentané d'Entreprises (GME)

En cas de groupement momentané d'entreprises retenu, celui-ci doit obligatoirement recueillir l'accord du facilitateur, quant à la répartition de la volumétrie des heures d'insertion entre les co-traitants qui composent le groupement, pour s'assurer qu'elle répond à due proportion des travaux ou prestations correspondant à la part du marché de chacun. Le mandataire est l'interlocuteur privilégié du facilitateur, puisqu'il représente le groupement vis-à-vis du donneur d'ordre.

En cas de difficultés de réalisation des heures, le facilitateur devra être informé par le mandataire de la nature juridique du groupement, de l'étendue et de la durée de la solidarité, afin d'identifier les responsabilités de chaque entreprise sur le volet Insertion.

IMPORTANT : l'adjudicataire est seul responsable envers l'adjudicateur. C'est la raison pour laquelle, s'il choisit la mise à disposition ou la sous-traitance, il est de sa responsabilité de centraliser et fournir au facilitateur désigné, tous les éléments permettant le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de la clause (tableau de suivi des heures, éléments administratifs des salariés en insertion (attestation d'éligibilité à la clause, CV, attestation d'embauche)) (cf. § 6).

11.5. Dispositif d'accompagnement des entreprises

Le donneur d'ordre a décidé de s'appuyer sur le facilitateur de la clause sociale d'insertion, qui agit par délégation du maître d'ouvrage pour assurer le suivi et le contrôle du dispositif.

Rôle du facilitateur :

- Accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence...)
- Venir en appui dans le choix de la modalité d'exécution de la clause sociale d'insertion. Ses prérogatives n'empiètent nullement sur le principe juridique du libre choix de l'entreprise
- Prioriser l'embauche du vivier clause (public déjà en parcours « Clause »), dans la mesure où leurs compétences correspondent aux postes à pourvoir
- Soutenir le choix de l'embauche directe, en accompagnant l'entreprise dans la recherche de profils, en diffusant l'offre d'emploi de l'entreprise auprès de l'ensemble des partenaires prescripteurs sur la clause
- Quelle que soit la modalité d'exécution choisie et en amont de la prise de poste effective, chaque profil proposé devra être validé administrativement par le facilitateur
- Garantir la bonne mise en œuvre du dispositif pour le compte du maître d'ouvrage, mettre en place des procédures de suivi, de contrôle et d'évaluation
- Accompagner l'entreprise tout au long du marché, et être en appui en cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la clause
- Éditer à sa demande une attestation de réalisation d'heures ; ***toute attestation de réalisation d'heures d'insertion émanant d'une autre structure est irrecevable auprès du donneur d'ordre.***

Mise en relation entre entreprises et facilitateur :

Dans le cadre de la réponse à appel d'offre, les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi prendre contact avec le Conseil Départemental de l'Orne, qui porte la compétence de facilitateur et est mandaté par le donneur d'ordre.

Coordonnées du facilitateur mandaté par le donneur d'ordre

Jean – Dimitri PHOTOPoulos

Chargé de projets

Facilitateur de clauses sociales

Conseil départemental de l'Orne – Pôle Solidarités

Direction de l'action sociale territoriale et de l'insertion

13 rue Marchand Saillant 61 017 | ALENÇON cedex

Tel : 02.33.81.60.00

Port : 06.83.88.46.20

L'entreprise adjudicataire s'engage à contacter le facilitateur dans un délai de 30 jours calendaires à compter de sa notification effective (contact téléphonique et/ou mail, et/ou entretien physique), et désigne un interlocuteur « Insertion ». Il est de la responsabilité de l'entreprise de prendre contact avec le facilitateur désigné au CCAP. Dès lors, ce manquement entraîne l'application de pénalités (cf. § 9).

De son côté, dès que le facilitateur est informé par le maître d'ouvrage de la notification d'entreprise, il prend contact avec l'entreprise.

11.6. Globalisation des heures d'insertion au service de parcours d'insertion qualitatifs

Le maître d'ouvrage accepte l'application du principe de globalisation des heures sur les opérations dont il est donneur d'ordre, pour une entreprise attributaire de plusieurs marchés concomitants.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande de l'entreprise adjudicataire et sous contrôle du facilitateur ; elle vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés du maître d'ouvrage.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint de l'entreprise adjudicataire et des salariés, car elle facilite d'une part la gestion de la clause par l'entreprise adjudicataire et sécurise d'autre part les parcours d'insertion qui s'inscrivent alors davantage dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur ledit contrat. Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des contrats concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting.

La demande est déclarée recevable par le facilitateur sur la base des critères cumulatifs suivants :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- Si la faculté de globaliser est prévue par le contrat (inscription dans les dispositions contractuelles prévues par le CCAP) et que le maître d'ouvrage a recours à un facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause sociale d'insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur

11.7. Les modalités de contrôle, suivi et évaluation

Rappel : dès sa notification, chaque entreprise adjudicataire s'engage à contacter le facilitateur et désigne un interlocuteur « Insertion ».

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle et suivi de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle l'adjudicataire s'est engagé, tout au long de l'exécution du marché.

L'acheteur informe d'une part le facilitateur de la date de réunion de lancement dans un délai de prévenance de 15 jours, afin de lui permettre le cas échéant d'y participer, et lui transmet d'autre part le compte-rendu de cette réunion.

À la demande du donneur d'ordre, l'adjudicataire devra fournir, dans le délai qui lui sera imparti, les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action par le facilitateur. Concrètement, il s'agit de fournir les pièces suivantes :

- Le tableau mensuel de suivi de la réalisation des heures, annexé au DCE (voir document de M. PHOTOPoulos)

- Tout élément administratif concernant les profils des salariés en insertion (attestation d'éligibilité à la clause, CV, attestations d'embauche, tout autre document jugé utile et demandé par le facilitateur).

En cas de non-transmission de ces renseignements permettant le contrôle de l'exécution de l'action, les heures afférentes aux contrats de travail ne seront pas comptabilisées au titre de la clause sociale d'insertion.

Dès lors, l'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités (cf. § 9).

À la demande de l'acheteur, le facilitateur pourra établir :

- Pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires
- Un bilan final dans les 3 mois succédant la fin de l'exécution du marché

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

11.8. Difficultés de réalisation

Le titulaire notifie au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion, afin d'étudier ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion. Si aucune solution n'est trouvée, un rendez-vous tripartite est fixé entre le titulaire, le facilitateur et l'acheteur, afin d'étudier ensemble de nouvelles solutions. L'acheteur est seul à décider de la suspension ou de la suppression partielle ou totale de la clause sociale d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale. Exemples : le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire. En cas d'annulation, celle-ci est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DDETS ou au juge. Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Au-delà de ces difficultés, en cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

11.9. Règlement général sur la protection des données (RGDP)

L'adjudicataire est informé que la gestion des données de ses bilans nominatifs sera confiée à CALMEC, porteuse de la clause sociale d'insertion. Ces données seront traitées dans le logiciel « Up Clause », développé par la société Citizen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

À ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sociale d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif. CALMEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service de la clause sociale d'insertion et aux organismes partenaires emploi – insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible au titulaire à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données qui le concernent, ou de s'opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : contact@calmec.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, CALMEC, Maison de l'emploi et de l'orientation 1 place de l'Europe 14 200 Hérouville Saint-Clair.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la CNIL, 3 Place de Fontenoy – TSA 80 715 – 75 334 PARIS CEDEX 07.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

| | | |
|------------|--------------------|--------------------------------------|
| CCAP 1-7.3 | déroge à l'article | 9.2 du CCAG |
| CCAP 4.2 | déroge à l'article | 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG |
| CCAP 5-2 | déroge à l'article | 11.1 du CCAG |
| CCAP 8-1.3 | déroge à l'article | 29.3 du CCAG |
| CCAP 8-1.4 | déroge à l'article | 29.2.1 du CCAG 3 ^e alinéa |
| CCAP 8-2 | déroge à l'article | 28 du CCAG |
| CCAP 9-2 | déroge à l'article | 39.2 du CCAG |